



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fondation la Vie au Grand Air / Priorité Enfance

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fondation la Vie au Grand Air / Priorité Enfance

20-24 rue du Gouverneur Eboué - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fondation la Vie au Grand Air / Priorité Enfance

20-24 rue du Gouverneur Eboué - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de la fondation la Vie au Grand Air,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation la Vie au Grand Air / Priorité Enfance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 18 avril 2025

KPMG SA

**Erik
Boulois**

Signature
numérique de
Erik Boulois
Date : 2025.04.18
11:21:37 +02'00'

Erik Boulois

Associé



***Comptes annuels de l'exercice clos au
31.12.2024
Montants exprimés en EUR***

Avril 2024
Ce rapport contient 2 pages
La Vie au Grand Air / Priorité Enfance
Comptes et Annexe aux comptes 2024

Bilan

ACTIF	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	598 609	459 565	139 044	138 832
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	369 193	330 457	38 736	62 839
Autres immobilisations incorporelles	9 290	3 658	5 632	6 490
Immobilisations incorporelles en cours	171 279		171 279	5 004
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 489 813	96 457	3 393 357	2 684 449
Constructions	53 464 504	30 566 260	22 898 243	15 541 974
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 949 362	2 331 816	617 546	564 022
Autres immobilisations corporelles	8 078 273	5 715 898	2 362 375	2 472 634
Immobilisations corporelles en cours	356 907		356 907	2 452 879
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	750 683		750 683	747 145
Prêts				
Autres immobilisations financières	727 629		727 629	687 942
TOTAL I	70 965 542	39 504 111	31 461 432	25 364 210
Actif circulant				
Stocks et en cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	8 197 162		8 197 162	6 951 501
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	4 296 112		4 296 112	734 864
Valeurs mobilières de placement	1 041 051		1 041 051	1 041 051
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	8 984 735		8 984 735	12 657 140
Charges constatées d'avance	513 478		513 478	439 653
TOTAL II	23 032 538		23 032 538	21 824 209
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	93 998 081	39 504 111	54 493 970	47 188 419

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	2 867 349	2 867 349
Fonds propres complémentaires	1 630 696	1 630 696
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	106 714	106 714
Ecart de réévaluation	285 664	285 664
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	9 072 126	9 631 334
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	9 072 126	9 631 334
Autres réserves	487 971	487 971
Report à nouveau	-7 250 669	-3 945 898
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlée</i>	1 016 331	898 335
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-1 238 394	1 084 550
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	-222 075	-139 578
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	-6 806 530	-5 789 294
Résultat en attente d'affectation		
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 087 678	-3 925 548
Situation nette (sous total)	6 112 174	7 138 282
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	3 135 386	398 527
Provisions réglementées	7 116 691	7 160 031
Droits des propriétaires - (Commodat)		
TOTAL I	16 364 251	14 696 839
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	691 904	621 692
TOTAL II	691 904	621 692
PROVISIONS		
Provisions pour risques	953 483	666 799
Provisions pour charges	4 081 661	3 837 693
TOTAL III	5 035 144	4 504 492
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	17 823 171	14 222 461
Emprunts et dettes financières diverses	2 600	2 808
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 685 011	2 610 543
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	11 620 792	10 167 516
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	109 343	246 952
Autres dettes	161 754	115 023
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		94
TOTAL IV	32 402 671	27 365 396
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	54 493 970	47 188 419

Compte de résultat

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	373 977	246 387
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	96 095 862	89 606 878
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	95 800 875	89 400 989
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	28 206	13 777
<i>Mécénats</i>	58 994	100 154
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 116 845	1 103 528
Utilisations des fonds dédiés	33 673	10 771
Autres produits	369 404	225 484
TOTAL I	98 076 961	91 306 979
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		84
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	24 574 049	24 541 480
Aides financières	8 096	588
Impôts, taxes et versements assimilés	6 565 956	6 058 582
Salaires et traitements	46 260 398	43 896 244
Charges sociales	17 548 485	16 867 331
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 732 427	2 498 723
Dotations aux provisions	840 955	830 053
Report en fonds dédiés	52 285	81 345
Autres Charges	335 727	376 915
TOTAL II	98 918 378	95 151 345
I.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-841 416	-3 844 365

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	146 408	216 799
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		2 724
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	146 408	219 523
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	384 815	285 490
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	384 815	285 490
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-238 407	-65 967
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-1 079 824	-3 910 332
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	61	1 755
Sur opérations en capital	84 839	112 169
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 356	789
TOTAL V	86 257	114 712
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	41 720	15 933
Sur opérations en capital	32 805	67 969
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	19 586	46 026
TOTAL VI	94 111	129 928
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-7 854	-15 216
Participation des salariés aux résultats (VII)		0
Impôts sur les bénéfices (VIII)		0
Total des produits (I+III+V)	98 309 626	91 641 215
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	99 397 304	95 566 763
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 087 678	-3 925 548



***Annexe aux comptes annuels de
l'exercice clos
au
31.12.2024
Montants exprimés en EUR***



Table des matières

1	Objet social	9
2	Nature et périmètre des activités réalisées	10
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	12
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice :	12
4	Principes et méthodes comptables	13
4.1	Principes généraux	13
4.2	Principales méthodes comptables	13
5	Informations relatives aux postes du bilan	14
5.1	Actif immobilisé	14
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	15
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	15
5.1.3	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	17
5.1.4	Autres immobilisations financières	17
	Il s'agit de dépôts et cautionnements versés pour les locations immobilières.	17
5.2	Créances	17
5.3	Valeurs Mobilières de Placement	17
5.4	Fonds propres	18
5.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	18
5.4.2	Subventions d'investissement	18
5.5	Fonds dédiés	18
5.5.1	Dons manuels	18
5.6	Provision pour risques et charges	19
5.6.1	Provisions pour risques	19
5.6.2	Provisions pour charges	20
5.7	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	20
6	Informations relatives au Compte de résultat	21
6.1	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	21
6.1.1	Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif :	21
6.2	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	21
6.2.1	Honoraires des commissaires aux comptes	21
7	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	22
7.1	Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées	22






7.2	Engagement reçu des donateurs	22
7.3	Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)	22
7.4	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	22
7.5	Libéralités acceptées par la fondation pour lesquels un délai d'opposition administrative existe	22
7.6	Passifs non comptabilisés	22
8	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	23
9	Informations relatives à l'effectif (<i>ETP au 31.12.2024</i>)	24
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	25
10.1	Engagements financiers donnés et reçus	25
10.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés	28
10.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	28



1 **Objet social**

L'objet social de La Vie au Grand Air / Priorité Enfance est décrit ainsi dans les statuts :

La Fondation a pour but de promouvoir et assurer toutes formes d'aide en faveur :

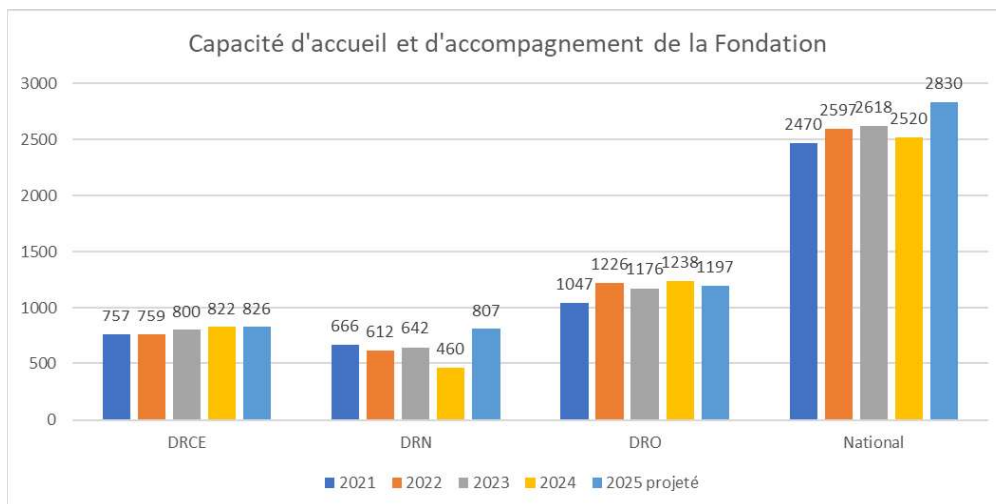
-  de mineurs et de jeunes majeurs dont la santé, la sécurité, la moralité, l'éducation sont compromises ;
-  de parents avec leurs enfants en situation difficile ;
-  de jeunes et adultes, handicapés physiques sensoriels ou mentaux, susceptibles d'acquérir une certaine autonomie.

Les organes statutairement compétents ont fixé différents objectifs pour réaliser cet objet social. Ces objectifs constituent le projet de l'entité pour lequel des réserves sont constituées en fonds propres.

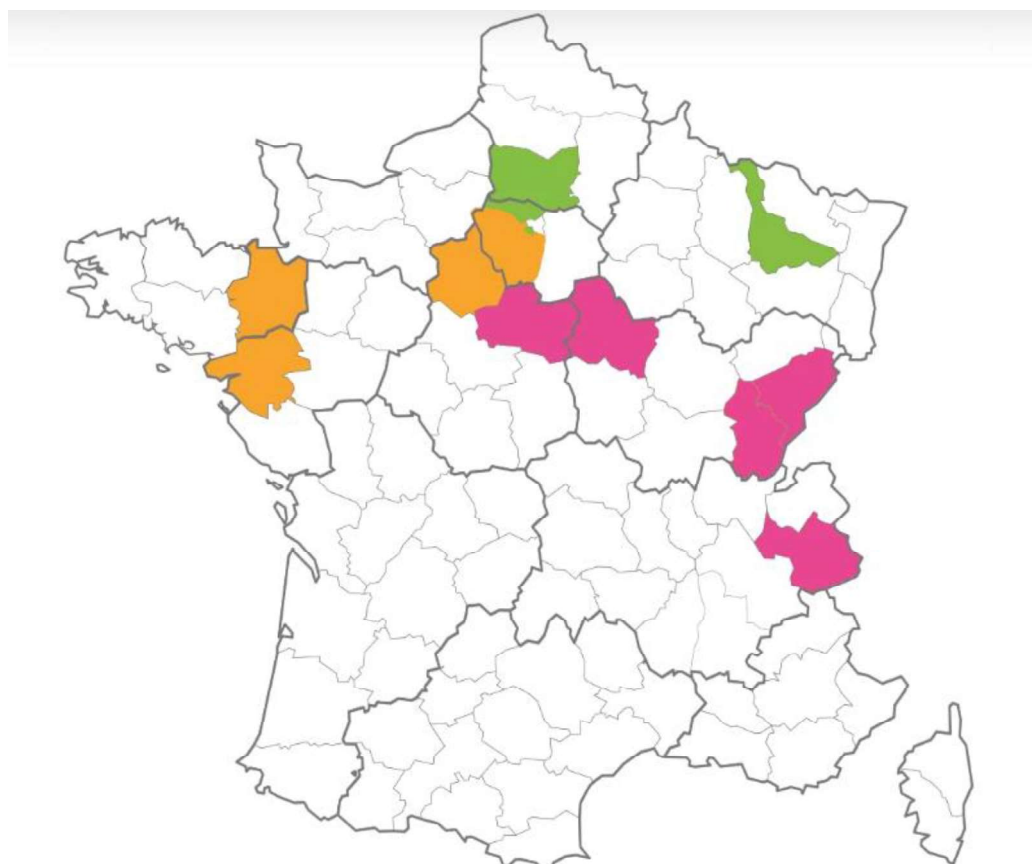


2 Nature et périmètre des activités réalisées

La Fondation développe différentes formes d'hébergement pour des mineurs et de jeunes majeurs et accompagne les jeunes et leur famille. La capacité d'accueil de la Fondation se mesure en nombre de places. En 2024, le nombre de places est de 2 520 (Hors visites en présence d'un tiers et accueils en milieu ouvert).







Les activités sont réalisées en France, dans les 16 départements et 29 établissements indiqués sur la carte ci-dessous :





La Fondation héberge des mineurs et des jeunes majeurs sous différents « formats », hébergements collectifs, petites maisons, appartements partagés en ville, familles d'accueil, et développe des accompagnements ciblés des enfants comme de leur famille.

Les projets de la Fondation visent à limiter les ruptures des jeunes avec leur environnement et se structurent autour de quatre axes :

-  Développer le mandat global pour des interventions à domicile, le développement du placement à domicile étant une étape vers cet objectif ;
-  Développer une offre complémentaire aux hébergements classiques, entre maisons d'enfants et familles d'accueil, s'appuyant sur le métier d'éducateur familial ;
-  Combiner des réponses adaptées – via des équipes mobiles - pour des jeunes dits « cas complexes », pour articuler protection, éducation et soins ;
-  Accompagner l'accès à l'autonomie par des dispositifs adaptés et progressifs, dits de semi autonomie.



3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice :

Dans une période de fortes incertitudes vis-à-vis des capacités de financements de nos Conseils Départementaux dans notre domaine d'activités et d'évolution de l'offre pour certains dispositifs dès 2024 et à venir, notre Fondation a accentué cette année les process de contrôle des dépenses et de suivi des financements.

L'année 2024 se termine donc avec un déficit comptable contenu à -1 087 k€.

- L'activité de la Fondation s'est renforcée sur l'année 2024 avec un volume de 867 924 journées vs un volume d'environ 796 893 journées en 2023 soit une augmentation de 9%.
- Les produits de la tarification ont augmenté de 6.5 M€ soit 7.2%, (95,8 M€ en 2024 vs 89,4 M€ en 2023) liée à cette hausse de volume d'activité.
- La masse salariale est en hausse de 3 M€
 - o Augmentation de l'effectif passant de 1 282 ETP en 2023 à 1 328 ETP en 2024 (+46 ETP) soit une hausse de la masse salariale de 2 M€
 - o + 1,35 M€ lié à l'application du SEGUR pour tous provisionnés à fin 2024
 - o Provision de 0.4 M€ comptabilisés en diminution des charges de personnel au titre des IJSS à recevoir au titre de 2024

Résultat Comptable Consolidé 2022 : - 1 924 461,73 €

Résultat Comptable Consolidé 2023 : - 3 925 547,68 €

Résultat Comptable Consolidé 2024 : - 1 087 677,66 €

1.2 Projets significatifs :

- Inauguration des locaux de la Maurienne fin septembre 2024 (Montant de l'investissement 2024 de 1,5 M€ sur un total d'investissement de 6,3 M€)
- Démarrage du Projet ESSONNE (suite à l'arrêt du bail emphytéotique de Verrières les Buissons signé en 1995 pour une durée de 30 ans) avec l'acquisition en octobre 2024 et décembre 2024 de 3 maisons sur les 4 intégrés au projet et démarrage des travaux de mise en conformité.
Le coût global du projet ESSONNE est de 9,3 M€. Il est adossé d'un emprunt à hauteur de 5,8 M€ contracté auprès de la Société Générale, emprunt totalement garanti par le Département de l'Essonne et d'une subvention d'investissement du département de 2,8 M€.
Ce projet a pour objectif d'améliorer les conditions de vie et d'accueil des enfants (50) avec une organisation à taille humaine, les 50 enfants seront répartis dès août 2025 dans ces 4 maisons.
- Transformation des activités PAD (Placement à domicile) par l'arrêté de la Cour de Cassation du 2 octobre 2024 en AEMO (Accueil modulable) avec des conséquences sur le prix de journée de ces activités dont l'impact a été effectif dès 2024 avec une baisse sensible de l'activité des PAD sur l'année 2024.

DIVERS

Le taux des frais de siège pour 2021 a été fixé en 2019, et jusqu'en 2024, à 7,0153% des charges des établissements (hors provisions, charges non pérennes, frais de siège).



4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

L'exercice est de 12 mois. Il se clôture le 31.12 de chaque année civile.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.




Au-delà de ce cadre réglementaire, il est fait application du plan comptable des établissements sociaux et médicaux-sociaux en application de la réglementation ANC 2019-04 homologué par arrêté du 26/12/2019, ainsi que de l'instruction budgétaire et comptable M22.

4.2 Principales méthodes comptables

La Fondation utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Application des règlements ANC n°2018-06 et ANC n°2019-04.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

-  le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
-  la comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
-  la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.






5 Informations relatives aux postes du bilan

« Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet ».

5.1 Actif immobilisé



A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

-  Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
-  Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
-  Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

L'actif immobilisé de la Fondation est composé

-  Des immobilisations incorporelles :
 - Licences informatiques
Depuis le 1er janvier 2003, les coûts relatifs aux licences informatiques sont comptabilisés, dans la mesure du possible, séparément des coûts des matériels.
 - Frais d'Établissement
Cet item inclut les frais, matériels et divers nécessaires à l'ouverture des établissements et services, ainsi que les frais d'évaluation externe.
-  Des immobilisations corporelles :

Les immobilisations à la Fondation ont été évaluées à leur prix d'acquisition (coût historique) à l'exception des éléments suivants :

 - Les terrains qui ont été réévalués à la clôture de 1981 sur la base d'une valeur vénale à cette date.
 - Les biens reçus en donation qui font l'objet d'une évaluation lors de leur entrée dans le patrimoine de la Fondation.



Des immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées de titres, de fonds de garantie mutuelle souscrits en garantie des emprunts contractés ainsi que de dépôts et cautionnements versés pour les sites en location.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 5.1.2.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :



Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,



Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations	Valeur Brute Début d'exercice 2023	Acquisitions de l'exercice	Virements de poste à poste	Sorties de l'exercice	Valeur Brute Fin d'exercice 2024
Immobilisations incorporelles :					
Frais d'établissement	546 372	52 236	-	-	598 608
Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	409 130	-	-	39 937,12	369 193
Autres immobilisations incorporelles	8 450	840	-	-	9 290
Immobilisations incorporelles en-cours	5 004	167 979	-	1704,00	171 279
Total Immobilisations incorporelles (I) :	968 956	221 055	-	41 641	1148 371
Immobilisations corporelles :					
Terrains	2 779 908	709 906	-	-	3 489 814
Constructions	45104 186	9 051 989	27 453	719 124	53 464 504
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 473 653	919 821	- 27 453	338 896	11 027 125
Autres immobilisations corporelles	510	-	-	-	510
Immobilisations corporelles en-cours	2 452 879	859 848	-	2 955 820	356 907
Total Immobilisations corporelles (II) :	60 811 136	11 541 565	-	4 013 841	68 338 860
Autres immobilisations financières :					
Autres titres immobilisés	747 145	3 538	-	-	750 683
Autres immobilisations financières	687 942	67 021	-	27 335	727 629
dont Dépôts et cautionnements versés	659 614	67 021	-	27 335	699 301
Total Autres immobilisations financières (III) :	1 435 087	70 559	-	27 335	1 478 312
TOTAL GENERAL (I+II+III)	63 215 180	11 833 179	-	4 082 817	70 965 542

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé










Les biens immobiliers sont amortis selon la méthode dite rétrospective depuis le 31 décembre 2008 afin d'être en conformité avec le règlement 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable.




Lors de la mise en place de cette réglementation, la base brute des ensembles immobiliers de la Fondation a été minorée de la valeur des terrains évaluée à 15 % de la valeur des constructions. Ceci a eu pour impact de diminuer les Fonds Propres de 57 042,26 euros correspondant au différentiel d'amortissement calculé au 31 décembre 2007. Les plans d'amortissement des immobilisations des établissements n'ont pas été modifiés.

Conformément à la réglementation, un amortissement dérogatoire est comptabilisé dans les comptes sociaux de la Fondation en provisions réglementées. Il s'élève à 854 021 euros au 31 décembre 2024.

Les biens immobiliers, constructions et gros travaux, sont amortis selon la méthode des composants. Les durées d'amortissement sont les suivantes :

 Structure et ouvrage	40 ans
 Couverture et Toiture	25 ans
 Menuiseries extérieures et ravalement	20 ans
 Installations chauffage et climatisation	15 ans
 Autres installations techniques	10 ans
 Plomberie sanitaires évacuation	15 ans
 Peintures et sols	5 à 10 ans
 Autres agencements	10 ans

Les autres amortissements sont calculés en mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée des biens et conformément aux taux admis par les autorités de contrôle. Les durées moyennes d'amortissement sont les suivantes :

 Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
 Matériels de transport	4 à 5 ans
 Matériels de bureau et informatiques	3 à 5 ans



5.1.2.1 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissements	Amortissement cumulé au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Virements de poste à poste	Sorties de l'exercice	Amortissement cumulé au 31/12/2024
Amortissements des Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	407 541	52 024	-	-	459 565
Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	346 290	24 103	-	39 937	330 457
Autres Immobilisations incorporelles	1 960	1 698	-	-	3 658
Total Amortissements Immobilisations incorporelles (I) :	755 791	77 825	-	39 937	793 680
Amortissements des Immobilisations corporelles					
Terrains	95 459	998	-	-	96 457
Agencements et aménagements de terrains	95 459	998	-	-	96 457
Constructions	29 562 212	1 722 904	20 486	739 341	30 566 260
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 437 410	930 599	- 20 486	300 008	8 047 515
Autres Immobilisations corporelles	98	102	-	-	200
Total Amortissements Immobilisations corporelles (II)	37 095 178	2 654 602	-	1 039 349	38 710 431
TOTAL GENERAL (I+II)	37 850 970	2 732 427	-	1 079 286	39 504 111
Dépréciations	Dépréciations cumulées au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Virements de poste à poste	Sorties de l'exercice	Dépréciations cumulées au 31/12/2024
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-

5.1.3 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Les Immobilisations financières sont composées des titres immobilisés et des fonds de garantie mutuelle souscrits en garantie des emprunts contractés ainsi que par les dépôts et cautionnements versés pour les sites en location.

Les titres immobilisés sont comptabilisés pour une valeur brute de 748 929 euros. Cette valorisation représente une plus-value latente non comptabilisée de 52 630 euros.

5.1.4 Autres immobilisations financières

Il s'agit de dépôts et cautionnements versés pour les locations immobilières.

5.2 Créances

L'échéance des créances de moins d'un an s'élève à 8 197 162 euros.

5.3 Valeurs Mobilières de Placement

La valeur liquidative des Valeurs Mobilières de Placement détenue à la date de clôture est de 1 041 051 euros. Par ailleurs, cette valorisation représente une plus-value latente non comptabilisée de 105 414 euros.



5.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Fonds propres	A l'ouverture	Reclassement	Affectation des résultats antérieurs	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	4 498 045			-	-	4 498 045
Fonds associatifs avec droit de reprise	106 714					106 714
Ecart de réévaluation	285 664			-	-	285 664
Réserves pour projets de l'entité	10 067 047		-	2 967 893	3 527 100	9 507 840
Réserves pour projets de l'entité Hors Gestion contrôlée	52 257					52 257
Report à nouveau	- 3 945 898			- 6 165 959	- 2 861 191	- 7 250 667
dont RAN des activités SMS (*) sous Gestion contrôlée	- 4 844 233			- 6 463 975	- 3 041 210	- 8 266 998
Excédent du Déficit de l'exercice	- 3 925 548			- 1 087 678	- 3 925 548	- 1 087 678
dont Excédent ou Déficit des activités SMS (*) sous Gestion contrôlée	- 3 967 819			- 1 093 419	- 3 967 819	- 1 093 420
SITUATION NETTE	7 138 282	-	-	- 4 285 744	- 3 259 639	6 112 174
Fonds propres consommables	-					-
Subventions d'investissement	398 527			4 686 813	1 949 954	3 135 386
Provisions réglementées	7 160 031			431 465	474 805	7 116 691
TOTAL	14 696 839	-	-	832 534	- 834 881	16 364 252

5.4.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont enregistrées dès la réception d'une convention signée entre la Fondation et l'organisme partenaire. Les subventions sont reprises en produit exceptionnel au rythme de l'amortissement des composants ou des immobilisations qu'elles financent.

La taxe d'apprentissage collectée par les établissements habilités à la percevoir et servant à financer des immobilisations dédiées aux Accueils Éducatifs et Professionnels suit le même traitement que les subventions d'investissement.

5.5 Fonds dédiés

Les fonds dédiés représentent au 31.12.2024 un total de 691 904 euros.

Variation des fonds Dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	425 704	57 100	3 500	-	-	479 304	-
Contributions financières d'autres organismes	-	-	-	-	-	-	-
Ressources liées à la générosité du public	195 988	50 285	33 673	-	-	212 600	-
Total	621 692	107 385	37 173	-	-	691 904	-

5.5.1 Dons manuels

Les fonds dédiés provenant de dons s'élèvent à 212 600 euros.

Ils relèvent à 100% de la gestion propre (gestion non contrôlée par le tiers financeur).

Le tableau ci-dessous le détail par établissement et par thématique.



Etablissements / Projets	Montant au 31/12/2023	Dotations 2024	Reprises 2024	Montant au 31/12/2024
Culture	4 569			4 569
Sport	3 068			3 068
Vacances	3 813			3 813
Illectronisme	2 150			2 150
Activités extra-scolaires	9 797			9 797
Rentrée scolaire	550			550
Dons Non affectés	11 640		11 639,50	-
Coup de pouce		23 836,89		23 837
Maison à Barcelone		6 445,00		6 445
Wavestone		1 070,43		1 070
4502 De la Terre à l'Assiette		7 000,00		7 000
7501 Boxe Thérapeutique		2 200,00		2 200
Fonds de dotation 16H24	29 778		5 709,92	24 068
Accueil Educatif du Doubs	789			789
Accueil Educatif d'Eure-et-Loir	5 400			5 400
Accueils Educatifs de Loire Atlantique	150			150
Accueils Educatifs de Montargis	643		643,00	0
Accueils Educatifs de l'Orléanais	26 600		10 165,00	16 435
Accueils Educatifs du Pays Haut	11 689	886,40		12 575
Accueil Educatifs de Maurienne	575			575
Accueils Educatifs et Thérapeutique Paris	1 500	4 092,20		5 592
Accueils Educatifs de Paris	7 065		3 472,00	3 593
Accueils Educatifs en Yvelines	-			-
Accueils Educatifs en Vallée de Seine	420			420
Accueils Educatifs en Senonais	18 113	945,00		19 058
Accueils Educatifs de la Bièvre	2 044		2 043,55	-
Accueils Educatifs d'Etampes	13 050	2 110,00		15 160
Accueils Educatifs des Hauts de Seine	12 533	899,00		13 432
Accueils Educatifs du Val-de-Marne	7 035	800,00		7 835
Accueils Educatifs en Val d'Oise	5 420			5 420
Accueils Educatifs Val d'Oise Ville Nouvelle	3 435			3 435
AMINA	14 163			14 163
Total	195 988	50 285	33 673	212 600

5.6 Provision pour risques et charges

5.6.1 Provisions pour risques

Les provisions pour risques concernent les litiges sociaux et patrimoniaux et sont constituées en fonction des risques connus ou estimés à la clôture des comptes.

Variation des provisions pour risques sur l'exercice :

Détails	Montants 2023	Dotations de l'Exercice 2024	Reprises de l'Exercice 2024	Montants 2024
151 - Provisions pour Risques	666 799	510 390	223 706	953 483
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES	666 799	510 390	223 706	953 483



5.6.2 Provisions pour charges

Détails	Montants 2023	Dotations de l'Exercice 2024	Reprises de l'Exercice 2024	Montants 2024
152 - Provisions pour charges sur legs ou donations	1 000			1 000
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (ESSMS privés)	3 685 317	859 342	615 374	3 929 285
157 - Provisions pour Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices	69 819			69 819
158 - Autres Provisions pour Charges	81 557	-		81 557
TOTAL PROVISIONS POUR CHARGES	3 837 693	859 342	615 374	4 081 661

À titre informatif, les estimations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ en retraite, évaluées à la date du 31/12/2024 sont basées sur les hypothèses suivantes :

Prise en compte de l'ensemble des salariés de la Fondation

Age de départ : calcul de la retraite sur l'âge de départ standard soit 64 ans.

Taux de charges sociales : 50,23 %

Turn-over : fort

Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité Hommes et Femmes officielles (INSEE TV 12/14)

Taux d'actualisation : 3,70 % (3,70% en 2023).

5.7 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice

Emprunts bancaires :

	Montant au 31.12.2023	Souscriptions de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Montant au 31.12.2024	Dont échéances à moins d'1 an	Dont échéances comprises entre 1-5 ans	Dont échéances à plus de 5 ans
Emprunts bancaires	14 222 461	4 499 648	898 939	17 823 171	983 600	5 270 687	11 568 883



6 Informations relatives au Compte de résultat

6.1 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

6.1.1 Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif :

Détails	Résultat comptable 2022	Résultat comptable 2024	Reprises de résultat sur exercices antérieurs	Reprise sur les réserves de compensation + Excédents affectés au financement de mesures d'exploitation	Dépenses refusées ou réintégrées sur exercices antérieurs	Report à nouveau dont la prise en compte par l'AT est différée (CP, IDR, ...)	Résultat administratif en cours de constitution (En attente du CA pour RA définitif)
TOTAL REGION OUEST	- 620 190	- 416 832	942 172	-	-	163 457	688 797
TOTAL REGION NORD	- 415 006	- 306 232	- 50 215	-	-	118 302	238 145
TOTAL REGION CENTRE EST	- 794 833	- 478 454	- 127 182	-	-	53 652	551 984
SIEGE SOCIAL	- 25 223	108 098	-	-	-	47 246	155 344
TOTAL GESTION CONTRÔLÉE	- 1 855 252	- 1 093 419	764 775	-	-	382 657	54 013
GESTION PROPRE	- 69 210	5 741	-	-	-	-	-
TOTAL CONSOLIDE	- 1 924 462	- 1 087 678	764 775	-	-	382 657	54 013

6.2 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

6.2.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Détail	Montants 2024
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	58 680
Au titre d'autres prestations	0
TOTAL DES HONORAIRES	58 680

(*) Montant TTC



7 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées

Néant

7.2 Engagement reçu des donateurs

Néant

7.3 Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)

Néant

7.4 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit la communication du montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés. Ce montant n'est pas communiqué car cela reviendrait à mentionner une rémunération individuelle.

7.5 Libéralités acceptées par la fondation pour lesquels un délai d'opposition administrative existe

Les dispositions entre vifs ou par testament au profit des établissements de santé, des établissements sociaux et médico-sociaux ou d'établissements d'utilité publique n'ont leur effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

La Fondation n'est pas concernée.

7.6 Passifs non comptabilisés

Néant



8 Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature. Les motifs de notre décision sont les suivants : les deux conditions suivantes devant être remplies ne le sont pas :

- o la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
- o l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature



9 Informations relatives à l'effectif (*ETP au 31.12.2024*)

Catégories	31.12.2023	31.12.2024
ADMINISTRATIF	81	78
ASSISTANTE FAMILIALE	144	146
CADRES DIRIGEANTS	4	3
CADRES FONCTIONNELS	92	71
CADRES HIERARCHIQUES	111	118
PERSONNEL SOCIO EDUCATIF	670	678
PERSONNEL MEDICAL ET PARAMEDICAL	8	4
SERVICES GENERAUX	261	272
TOTAL	1 371	1 370



10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

10.1 Engagements financiers donnés et reçus

Le détail des engagements est présenté ci-dessous.

1. Hypothèques

Etablissement	Objet	Type de garantie	Date de départ	Date d'échéance	Capital d'origine	Montant restant dû du prêt	Montant
AET Vallée de Seine	Garantie caution Société Générale sur emprunt CDC pour des travaux à Limay	Promesse d'hypothèque sur la maison de Limay	juin-11	juin-25	224 000	19 432	224 000
AET Vallée de Seine	Garantie caution Société Générale sur emprunt CDC pour l'acquisition de la maison de Limay	Hypothèque sur la maison de Limay	juin-11	juin-31	400 800	215 675	400 800
AE Auxerrois	Garantie caution Banque Populaire	Hypothèque sur l'immeuble sis 14, avenue Foch 89000 Auxerre	févr.-14	sept.-24	102 700	0	102 700
					727 500	235 107	727 500



2. Etat des nantissements

Etablissement	Objet	Type de garantie	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Capital d'origine	Montant restant dû du prêt	Montant du nantissement
AE du Jura	Garantie emprunt Crédit Coopératif pour des travaux à Villers Farlay	Nantissement de compte titre	févr.-08	févr.-23	30 000	0	20 000
AE de la Bièvre	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Verrières-le-Buisson	autres obligations	févr.-12	janv.-26	150 000	14 916	75 000
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Caution Société Générale sur emprunt CDC pour des travaux à Pontoise	100 obligations Société Générale	avr.-12	juin-22	203 000	0	101 500
AE de Maurienne	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Saint Jean de Maurienne	Parts d'OPCVM de trésorerie	juil.-13	juin-35	76 770	44 059	34 739
AE en Pays Haut	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Briey	Parts d'OPCVM de trésorerie	juil.-13	juin-23	27 780	0	10 116
AE Orléanais	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Orléans	Parts d'OPCVM de trésorerie	août-13	juil.-25	108 000	6 229	42 658
AE Loire Atlantique	Garantie emprunt Société Générale pour équipement à Nantes	Parts d'OPCVM de trésorerie	nov.-13	oct.-23	60 000	0	22 829
AE Sénonais	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Cezy	Parts d'OPCVM de trésorerie	févr.-14	janv.-29	41 700	13 396	18 128
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Parts d'OPCVM de trésorerie	févr.-14	janv.-29	5 900	1 896	2 565
AE Oise	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Méru	Parts d'OPCVM de trésorerie	févr.-14	janv.-24	12 500	0	4 901
AE de Maurienne	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Saint Jean de Maurienne	Parts d'OPCVM de trésorerie	févr.-14	janv.-34	59 700	32 582	27 301
AE du Doubs	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Besançon	Contrats d'assurance capitalisés	avr.-15	mars-25	9 400	262	4 700
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	mai-15	avr.-25	13 850	514	6 925
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	juil.-16	juin-26	12 650	2 088	6 325
AE Sénonais	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Cezy	Contrats d'assurance capitalisés	juil.-16	juin-31	46 505	22 345	23 000
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	août-16	juil.-29	8 200	3 155	4 100
AE du Doubs	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Besançon	Contrats d'assurance capitalisés	août-16	juil.-26	8 200	1 430	4 100
AE en Pays Haut	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Briey	Contrats d'assurance capitalisés	mai-17	avr.-37	17 500	11 403	8 750
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Flins	Contrats d'assurance capitalisés	mai-17	avr.-24	21 310	0	10 655
AEP en Vexin	Garantie emprunt Société Générale pour les travaux d'accessibilité à Cormelles-en-Vexin	Contrats d'assurance capitalisés	mars-18	févr.-33	20 000	0	10 000
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	sept.-18	août-33	7 500	4 504	3 750
AE Oise	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Méru	Contrats d'assurance capitalisés	sept.-18	août-28	17 970	6 809	8 985
AE en Pays Haut	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Briey	Contrats d'assurance capitalisés	oct.-18	août-38	21 400	15 326	10 700
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Mantes	Contrats d'assurance capitalisés	nov.-18	août-30	32 400	15 809	16 200
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Flins	Contrats d'assurance capitalisés	juil.-19	sept.-31	55 000	31 949	27 500
					1 067 235	228 672	505 427



3. Etats des cautionnements reçus

Etablissement	Objet	Type de caution	Date de départ de la caution	Echéance de la caution	Capital d'origine	Montant restant dû
AE du Val de Marne	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de l'Hay-les-Roses	Garantie du Conseil Départemental du Val de Marne à hauteur de 100 %	juin-02	juin-26	112 812	10 600
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Saint-Ouen-l'Aumône	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	nov.-02	nov.-21	271 664	0
AE des Yvelines	Garantie emprunt CDC : acquisition maison à Rambouillet	Garantie du Conseil Départemental des Yvelines à hauteur de 100 %	avr.-09	avr.-33	450 000	192 307
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition de la maison de Flins-sur-Seine	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	août-09	mai-34	505 000	199 896
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition de la maison de Mantes-la-Jolie	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	oct.-09	oct.-33	588 800	260 855
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : travaux maison de Flins-sur-Seine	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	déc.-09	sept.-24	196 000	0
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition locaux du SESSAD à Mantes	Garantie SOGAMA à hauteur de 50 % et garantie LCL à hauteur de 50 %	janv.-10	janv.-34	820 000	396 965
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Pontoise	Garantie du Conseil Départemental du Val d'Oise à hauteur de 50 % et de la commune de Pontoise à hauteur de 50 %	avr.-10	janv.-35	276 000	123 000
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : réhabilitation maison de Pontoise	Garantie du Conseil Départemental du Val d'Oise à hauteur de 50 % et de la commune de Pontoise à hauteur de 50 %	avr.-10	janv.-25	337 185	6 484
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie sur l'emprunt CDC pour la réhabilitation de la maison de Jouy-le-Moutier	Garantie du Conseil Départemental du Val d'Oise à hauteur de 50 % et de la commune de Jouy-le-Moutier à hauteur de 50 %	mai-10	mai-34	565 000	276 689
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Limay	Garantie Société Générale à hauteur de 100%	juin-11	juin-35	400 800	215 675
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : travaux maison de Limay	Garantie Société Générale à hauteur de 100%	juin-11	juin-25	224 000	19 432
AE du Montargois	Garantie emprunt CDC : construction accueil de jour de Montargis	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune de Montargis à hauteur de 50 %	oct.-11	oct.-35	1 670 331	878 473
AE de l'Orléanais	Garantie emprunt CDC : construction maison de Saint-Ay	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune de Saint-Ay à hauteur de 50 %	mai-12	mai-36	1 450 592	806 842
AE des Hauts de Seine	Garantie emprunt CDC : réhabilitation maison de Chatenay-Malabry	Garantie du Conseil Départemental des Hauts de Seine à hauteur de 100 %	juin-12	juin-36	190 000	103 671
AE de Loire Atlantique	Garantie emprunt LCL : acquisition bureaux de Carquefou	Garantie du Conseil Départemental de Loire Atlantique à hauteur de 50 % et de la commune de Carquefou à hauteur de 50 %	nov.-12	nov.-37	794 000	412 880
AE de l'Orléanais	Garantie emprunt CDC : acquisition maison d'Orléans	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune d'Orléans à hauteur de 50 %	nov.-12	nov.-36	1 024 939	552 680
AE en Sénonais	Garantie emprunt CDC : acquisition et travaux maison de Sens	Garantie du Conseil Départemental de l'Yonne à hauteur de 50 % et de la commune de Sens à hauteur de 50 %	nov.-12	août-42	1 245 946	752 216
AE des Hauts de Seine	Garantie emprunt CDC : réhabilitation accueil de jour à Chatenay-Malabry	Garantie du Conseil Départemental des Hauts de Seine à hauteur de 50 % et de la commune de Chatenay-Malabry à hauteur de 50 %	juin-13	juin-37	220 000	127 608
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : mise aux normes accueil de jour de Pontoise	Garantie Société Générale à hauteur de 100%	juin-13	juin-22	203 000	0
AE des Hauts de Seine	Garantie emprunt CDC : réhabilitation Relais-studettes à Chatenay-Malabry	Garantie du Conseil Départemental des Hauts de Seine à hauteur de 50 % et de la commune de Chatenay-Malabry à hauteur de 50 %	févr.-14	févr.-38	230 000	142 123
AE de l'Orléanais	Garantie emprunt Crédit Coopératif : acquisition accueil de jour d'Orléans	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune d'Orléans à hauteur de 50 %	juin-14	juin-39	654 800	462 088
AE de Loire Atlantique	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Sainte-Luce-sur-Loire	Garantie du Conseil Départemental de Loire Atlantique à hauteur de 50 % et de la commune de Sainte-Luce-sur-Loire à hauteur de 50 %	août-15	août-39	721 977	433 186
AE de Loire Atlantique	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Nantes	Garantie du Conseil Départemental de Loire Atlantique à hauteur de 50 % et de la commune de Nantes à hauteur de 50 %	sept.-15	sept.-39	787 877	472 726
AE de Maurienne	Garantie emprunt CDC : construction maison d'Aiguebelle	Garantie du Conseil Départemental de la Savoie à hauteur de 50 % et caution bancaire du Crédit Coopératif à hauteur de 50 %	mars-17	déc.-41	718 909	488 858
AE de Maurienne	Garantie emprunt BNP PARIBAS : construction maisons Saint Jean de Maurienne	Garantie du Conseil Départemental de la Savoie à hauteur de 50 % et Garantie de la commune de Saint Jean de Maurienne de 50%.	févr.-22	janv.-44	5 900 000	5 653 379
AE Ille-et-Vilaine	Garantie emprunt Crédit Mutuel	Garantie du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine à hauteur de 100 %	avr.-24	janv.-39	630 000	455 782
AE Ille-et-Vilaine	Garantie emprunt Crédit Mutuel	Garantie du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine à hauteur de 100 %	avr.-24	janv.-39	630 000	523 795
AE Bièvres	Garantie emprunt SG : Acquisition maisons et travaux	Garantie du Conseil Départemental de l'Essonne à hauteur de 100 %	déc.-24	nov.-47	2 844 614	2 844 614
AE Etampes	Garantie emprunt SG : Acquisition maisons et travaux	Garantie du Conseil Départemental de l'Essonne à hauteur de 100 %	déc.-24	nov.-47	661 000	661 000
					25 325 247	17 473 824



10.1.1 *Les engagements de retraites et avantages assimilés*

La Fondation provisionne ses engagements retraite.

10.2 *Engagements pris en matière de crédit-bail*

Néant

